

Working Group XI

Working document 40

Groupe de travail XI «Europe Sociale»

Objet: Commentaires aux questions 4 à 7 du Mandat du groupe de travail

Les membres du groupe trouveront ci-joint un document présenté par les Observateurs représentant le Comité économique et social européen.

**CONTRIBUTION PRELIMINAIRE DES OBSERVATEURS REPRESENTANT
LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN AUX QUESTIONS 4,5 ET 7
DU MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL "EUROPE SOCIALE"
DE LA CONVENTION EUROPEENNE
(CONV 421/02)**

Question 4 : Méthode ouverte de coordination

Le CESE considère, sans préjudice des compétences législatives de l'Union, que la méthode ouverte de coordination constitue un outil précieux pour tout un ensemble de politiques: cohésion économique et sociale, emploi, etc., à condition que les partenaires sociaux et les autres acteurs de la société civile soient effectivement impliqués à chaque niveau. Dans le contexte de la réforme du processus de décision, la méthode ouverte de coordination doit disposer d'une base juridique dans le traité constitutionnel.

Question 5 : Coordination des politiques économiques et sociales

Conformément à l'évolution des politiques communautaires, le contexte dans lequel l'Europe évolue est celui d'une **économie sociale de marché ouverte à la concurrence**, définition qui devrait être introduite dans le traité (articles 4, 98, 105 de l'actuel TCE). Le CESE estime que la politique économique doit également être évaluée à l'aune de son impact sur la croissance et l'emploi. Les grandes orientations de politique économique (GOPE) et les lignes directrices pour l'emploi doivent être élaborées en symbiose. Il convient de modifier en conséquence l'actuel article 99, paragraphe 2, du TCE.

Le Comité est également d'avis qu'il y a lieu de rétablir le droit de proposition de la Commission ainsi que la consultation obligatoire du CESE en ce qui concerne l'élaboration des grandes orientations de politique économique.

Question 7 : Rôle des partenaires sociaux

a. Le Comité juge nécessaire le renforcement du dialogue social et, dans ce cadre, le développement de la participation et des responsabilités spécifiques des partenaires sociaux. Dans ce contexte, le Comité est favorable à ce que le rôle des partenaires sociaux soit consacré dans la première partie du traité constitutionnel.

À cet égard, il convient de distinguer nettement le dialogue civil du dialogue social. Le dialogue social européen est un mécanisme disposant de pouvoirs quasi législatifs. Il est clairement défini en termes de participants, de pouvoirs et de procédures.

b. Concernant le dialogue civil, le Comité préconise le renforcement de la démocratie participative par le développement de processus qui permettent aux organisations de la société civile d'être associées à un stade précoce au processus de formation des politiques et à la préparation des décisions, ainsi qu'à la mise en œuvre de celles-ci.

Sans préjudice de sa structure et de ses compétences, le CESE a un rôle clé à jouer dans l'organisation du dialogue civil et a vocation à en être l'enceinte. A ce sujet, il a d'ores et déjà transmis à la Convention une proposition de rédaction de l'article de l'avant-projet de traité constitutionnel¹.

¹ Article 34

La démocratie participative

1. Le dialogue civil

- a. Les institutions de l'Union assurent la transparence et mettent en œuvre des procédures d'information, d'audition et de consultation permettant aux organisations économiques, sociales, culturelles et civiques d'être impliqués dans le processus de formation et de mise en œuvre des politiques communautaires dans le cadre du dialogue civil.
- b. Conformément à l'article 23 (1) du présent traité, le Comité économique et social européen garantit que l'Union entretient un dialogue permanent avec les organisations de la société civile.

2. [Le dialogue social]
